



Institut National de la Recherche pour l'Agriculture,
L'Alimentation et l'Environnement
17 rue Sully - Centre Dijon Bourgogne Franche-Comté

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon les articles L2124-2 du Code de la Commande Publique (de l'ordonnance n°2018- 1074 du 26 novembre 2018) et R 2124-2 alinéa 1 (du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018) et un accord cadre à bons de commandes en application des articles R2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

EVOLUTION ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION AGROSYST

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet le développement et la maintenance du système d'Information Agrosyst pour le compte d'INRAE. L'ensemble des fonctionnalités souhaité est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le montant minimum correspond à la prestation de « prise en main ».
Le montant maximum est **2 500 000 euros HT** sur la durée totale d'exécution du marché
Cet accord cadre est passé en application des articles L2124-2 et L. 2125-4 et R2162-1 et suivants et R2124-2 et R.2191-12 à 15 du Code de la Commande Publique.

Le CCAG de référence est celui relatif aux techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Il est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- L'offre technique du prestataire contenant notamment le cadre de réponse technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de Communication (C.C.A.G – T.I.C.) 2021 ;
- Les bons de commandes de l'Administration.

Toute clause portée à la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite (les conditions générales de vente du Titulaire sont notamment visées par cette disposition).

ARTICLE 3 : PRESTATIONS

Les prestations seront commandées au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande, suivant les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Les quantités prévisionnelles du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont données à titre indicatif afin de comparer les offres sans aucun engagement d'INRAE.

ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES

4.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du marché conformément aux stipulations contractuelles.

Pendant la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à :

- Informer INRAE de toutes difficultés rencontrées en cours d'exécution du marché ;
- Conseiller INRAE ;
- Contribuer au bon fonctionnement d'INRAE ;
- Respecter les délais d'intervention décrits dans le CCTP ;
- Réaliser les prestations objet du marché conformément aux éléments mentionnés dans le CCTP ;
- Remettre les livrables dans les délais indiqués dans chaque bon de commande ou ordre de service émis par INRAE.
- Distinguer les obligations marché associées à chacun des chantiers (Ecophyto, RMQS et IPMWorks)

4.2. Obligations d'INRAE

INRAE s'engage à collaborer avec le titulaire en lui confiant tous les documents utiles à l'accomplissement des prestations, à lui faciliter l'accès aux locaux d'INRAE, aux appareils et systèmes.

À compter de la notification du marché, INRAE communique au titulaire les coordonnées et les noms des interlocuteurs qui seront chargés de suivre l'exécution des prestations. À ce titre, ils deviendront les seuls interlocuteurs du titulaire.

En cas de changement d'un chef de projet, INRAE s'engage à désigner un nouvel interlocuteur dans les plus brefs délais et en informer le titulaire dans les meilleurs délais.

ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de **48 mois** à compter de sa date de notification. Il n'est pas reconductible.

Le marché est passé en respectant les contraintes de planning évoquées au chapitre 27, cahier 7 du CCTP.

ARTICLE 6 – DELAI, MODALITÉS ET LIEU D'EXECUTION

6.1. Délais d'exécution de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés, le cas échéant, dans chaque bon de commande, conformément aux stipulations des pièces du marché.

6.2 Prolongation des délais d'exécution

L'article 13.3 du CCAG-TIC est applicable.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles. La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

6.3. Modalités d'exécution

Les prestations feront l'objet d'un bon de commande adressé au Titulaire.

Ces prestations seront rémunérées après exécution, et le cas échéant admission, par application du montant prévu dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

6.4. Lieu d'exécution de la prestation

Les prestations sont livrées à INRAE, chez le titulaire ou de manière dématérialisée (mail, dépôt). Ceci sera défini lors de chaque phase de cadrage.

ARTICLE 7 – PRIX & VARIATION DU PRIX

Les prestations objet du marché sont traitées à prix mixtes : forfaitaires et unitaires, et libellés en euros.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, y compris tous les frais afférents à leur réalisation complète, notamment les frais de déplacement, les réunions, les comités ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le prix des prestations forfaitaires est réputé ferme et définitif jusqu'au 31 décembre 2026.

Les prix sont révisables une fois par an au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 2027, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (Syn/Syn_0)$$

où :

P est le prix révisé

P₀ est le prix initial

Sy est le dernier indice SYNTEC publié au 1^{er} janvier de l'année de révision

Sy₀ est l'indice SYNTEC du mois de remise des offres

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire. Cette demande doit parvenir à INRAE (adresse ci-après) au plus tard un (1) mois avant la date effective de révision des prix. À défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

Dès la publication de l'indice, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande d'INRAE d'une révision des prix.

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis au centime d'euro.

En tout état de cause, si l'évolution annuelle est supérieure à 3 %, INRAE se réserve le droit de résilier le marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 - AVANCE

Selon l'article R.2191-3, du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée supérieure à deux mois.

Le souhait de bénéficier ou non de l'avance sera formulé dans l'acte d'engagement par le candidat.

INRAE choisit l'option B, définie dans l'article 11.1 du CCAG-TIC 2021.

Dès lors, selon l'article R.2191-7, si le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 10% pour les TPE et PME et 5% pour les autres.

Conformément à l'article R.2191-17, l'avance sera accordée en une seule fois sur la base du montant du bon de commande.

Conformément à l'article R.2191-15, l'avance, si elle est demandée, sera versée au titulaire pour chaque bon de commande, mais, selon l'article R.2191-9, son montant ne pourra être affecté par la mise en œuvre de la clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du bon de commande et sera totalement remboursée à 80% d'exécution.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Factures

Le titulaire devra présenter des factures liées aux prestations réalisées, à terme échu après que les réserves ont été levées.

Elles porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le n° de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le n° et la date du marché,
- le n° du bon de commande,
- la désignation des prestations exécutées,
- le montant hors taxe conformément au bordereau des prix,
- le taux et le montant de la T. V. A.,
- le montant T. T. C.,
- la date.

Le cas échéant, l'Administration déduira des sommes dues au titulaire le montant des pénalités définies à l'article 10 du présent document.

Le mode de règlement du marché est le virement administratif.

9.2. Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination du centre INRAE Bourgogne Franche-Comté, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET d'INRAE – centre Bourgogne Franche Comté	18007003900680
Code du service concerné à INRAE	Sans objet
N° d'engagement juridique (Bon de commande INRAE)	Obligatoire (Ex : 4500012345)
N° TVA Intracommunautaire	FR 57 180 070039

9.3. Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

Le comptable chargé d'émettre le titre de paiement est Madame l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Bourgogne Franche-Comté.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités pour retard, non-exécution, mauvaise exécution ou exécution partielle. Celles-ci peuvent commencer à courir par décision expresse de l'acheteur, sans mise en demeure.

Les cas d'application sont les suivants :

- En cas de retard dans l'exécution d'un développement où un délai a été dûment mentionné par écrit, une pénalité de **50 euros** par jour calendaire de retard jusqu'à réalisation complète de la prestation.
- En cas de non-transmission du compte-rendu dans un délai de 2 jours ouvrés après la tenue de la réunion, une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard, jusqu'à la réception effective du document.

- En cas de non-transmission du PAQ dans le délai souhaité, une pénalité de **250 euros** par semaine de retard, jusqu'à la réception effective du document.
- En cas de manquement aux obligations de réversibilité ou de défaut de transfert de compétence conforme, des pénalités de **500 euros** par semaine de retard pourront être appliquées et/ou entraîner la mise en cause de la responsabilité du titulaire.
- En cas de non-respect des engagements concernant l'organisation du titulaire (absence de profil requis, retard de remplacement, tuilage non assuré), une pénalité de **250 euros** par jour calendaire de non-conformité pourra être appliquée.
- En cas d'utilisation d'outils d'intelligence artificielle non maîtrisée ou non explicitée ayant un impact sur la qualité, la sécurité ou la maintenabilité des livrables, INRAE pourra appliquer une pénalité forfaitaire de **500 euros** par occurrence constatée.
- En cas de non-respect des délais de traitement indiqués dans le tableau de gestions des anomalies, INRAE se réserve le droit d'appliquer une pénalité de **500 euros** par jour calendaire de retard, à compter du dépassement du délai prévu et jusqu'à la résolution complète de l'anomalie concernée.

ARTICLE 11 – INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHÉ

L'installation et la mise en ordre de marche des développements en mode projet sont réalisées soit directement par le titulaire, soit sous sa supervision, comme défini dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-TIC il dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour cette mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du même CCAG.

ARTICLE 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION

Le marché comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fait l'objet de vérifications.

Les anomalies détectées sont signalées par INRAE au Titulaire dans la gestionnaire d'anomalies. Le Titulaire doit par conséquent consulter régulièrement la base de signalement. INRAE détermine seule le caractère majeur, voire bloquant, d'une anomalie. Le Titulaire ne peut contester cette qualification.

12.1. Vérification et réception des livrables documentaires

INRAE procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative des livrables et notifie au titulaire sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans des délais propres à chaque prestation, indiqués au CCTP.

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Le point de départ pour les opérations de vérification est la date de livraison des livrables à INRAE.

Si INRAE ne notifie pas sa décision dans les délais prévus au CCTP, les prestations sont considérées comme reçues.

INRAE prononce la réception des prestations si elles sont conformes aux stipulations du marché. Elle prend effet à compter de la date de notification de la décision au titulaire.

Si INRAE constate que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, une décision d'ajournement de la réception des prestations est notifiée au titulaire, assortie des observations et des demandes de correction.

Le titulaire est tenu de procéder aux interventions correctives demandées dans un délai indiqué au CCTP.

Si lors de la nouvelle présentation des prestations, INRAE constate que celles-ci ne peuvent être reçues en l'état, une nouvelle décision d'ajournement, assortie des motifs, est notifiée au titulaire.

Le titulaire dispose alors d'un nouveau délai pour proposer des solutions permettant la bonne réalisation des prestations conformément aux stipulations du marché. Il peut notamment proposer le remplacement des membres de l'équipe projet.

Le nombre de décisions d'ajournement n'est pas limité et est à la discrétion d'INRAE.

Après analyse des solutions proposées, INRAE demande au titulaire de procéder aux corrections demandées. Lors de la nouvelle présentation des prestations, INRAE notifie au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction ou de rejet.

12.2. Vérification et réception des livrables applicatifs

12.2.1. Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche des livrables applicatifs sont à la charge du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet à INRAE un procès-verbal de mise en ordre de marche et indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le point de départ du délai des opérations de vérification est la date de notification au titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche sur la plateforme de recette.

Les opérations de vérification comprennent deux phases, la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR).

12.2.2. Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les prestations livrées sur la plateforme de recette présentent toutes les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le marché.

INRAE dispose d'un délai d'un mois pour procéder à la vérification d'aptitude.

Les tests sont réalisés par INRAE à partir du cahier de recette préalablement défini dans le Plan d'Assurance Qualité (PAQ).

Si durant la période de tests, INRAE constate des anomalies bloquantes ou des dysfonctionnements, il en informe le titulaire qui est tenu de procéder aux interventions correctives dans le délai fixé dans le CCTP.

À l'issue du délai de vérification, INRAE prend un procès-verbal de recette de la vérification d'aptitude et notifie sa décision au titulaire dans un délai fixé dans le CCTP. Si la décision de vérification est positive, la vérification de service régulier (VSR) débute.

Si INRAE constate que les livrables ne sont pas conformes aux spécifications, aux dossiers d'installation et de configuration, ou aux procédures de migration annoncées, une demande de corrections est transmise au titulaire valant décision d'ajournement de la vérification d'aptitude.

Ce dernier dispose alors d'un nouveau délai fixé dans le CCTP pour procéder aux corrections demandées.

Si après leur nouvelle présentation, INRAE constate de nouveau des anomalies, le titulaire est tenu d'y remédier dans un délai fixé dans le CCTP à compter de la réception de la demande de corrections.

Le nombre de décisions d'ajournement n'est pas limité et est à la discrétion de INRAE. INRAE se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après 3 décisions d'ajournement.

Si à l'issue des phases de vérification d'aptitude, INRAE constate la persistance d'anomalies, un comité de pilotage est convoqué pour arbitrer le différend. Il sera fait application d'une réfaction proportionnelle à l'importance des anomalies constatées et au nombre de jours de retard. Une décision de réception avec réfaction ou de rejet des livrables sera notifiée au titulaire.

12.2.3. Vérification de service régulier

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les prestations livrées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant deux (2) mois à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude. Tout arrêt dû à un dysfonctionnement du système prolonge d'autant la durée de la VSR.

Les tests de la VSR sont assurés sur le matériel et dans les sites proposés par INRAE sur la plateforme de production.

Si des anomalies sont constatées durant la phase de VSR, le titulaire est tenu de les corriger dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés (pour les anomalies bloquantes) à compter de la réception de la demande. Les délais de traitement des autres niveaux d'anomalies sont fixés par le CCTP.

À l'issue du délai de vérification, INRAE établit un compte-rendu et notifie, dans un délai fixé dans le CCTP, sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations au titulaire. Si le résultat de la VSR est positif, le procès-verbal de VSR est notifié au titulaire, permettant le déclenchement de la facturation.

Si INRAE constate des anomalies, le titulaire dispose d'un nouveau délai fixé dans le CCTP pour procéder aux interventions correctives. Une nouvelle phase de vérification de service régulier débute alors.

Il est précisé que cette phase ne peut être reprise plus de trois (3) fois.

S'il subsiste des anomalies lors de la nouvelle présentation des livrables, un comité de pilotage chargé d'arbitrer le différend est réuni. Une décision de réception avec réfaction ou de rejet est notifiée au titulaire.

Dans le cas contraire, le procès-verbal de vérification du service régulier valant procès-verbal de recette définitive est notifié au titulaire.

Le présent article déroge au délai et au paragraphe 3 de l'article 32.4 du CCAG-TIC.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant six mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur. Le service est réputé régulier si l'outil et l'ensemble de ses fonctionnalités fonctionnent en conformité avec le besoin défini et les engagements pris par le titulaire.

A l'issue de la VSR qui dure 6 mois, INRAE émettra un PV de décision, acceptation, ajournement ou rejet, de la VSR.

12.2.4. Admission des prestations

La signature par INRAE de recette définitive vaut admission des prestations. La date d'admission de la prestation est donc la date de signature par INRAE du procès-verbal de vérification du service régulier.

Le présent marché comprend une garantie d'un an à compter de la date l'admission des prestations. Cette garantie inclut la maintenance corrective conformément à l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 13 - PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

INRAE peut utiliser librement les résultats des prestations, les développements réalisés pour ses besoins spécifiques tels que précisés par le marché ainsi que les supports de formation, que ces besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède à INRAE, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, logiciels et/ou applications spécifiques (les développements) et à la documentation qui s'y attache, pour les logiciels et/ou application spécifiques sous forme de codes sources et codes exécutables, et à toute documentation s'y rapportant, réalisés, développés, exploités au titre du marché. INRAE a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses, logiciels et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres.

Le Titulaire cède notamment à INRAE, les droits suivants sur les développements spécifiques et documentations s'y rattachant :

- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour ;

- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par l'Inra à tout utilisateur ;
- Le droit de correction ou de modification ;
- Le droit de maintenance et de suivi ;
- Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;
- Le droit d'adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice de l'Inra, ou de tout utilisateur par elle désigné.

À cet effet, le Titulaire remet tous les programmes, le cas échéant tous les codes sources et codes exécutables, tous les documents de travail et documentations associés aux logiciels et aux applications spécifiques dans les mêmes conditions que celles exprimées ci-dessus.

L'ensemble de ces cessions vaut, sans limitation de zone géographique, quelle qu'en soit la destination, quel qu'en soit le support, pour toute la durée des droits telle qu'elle est prévue par la législation sur la propriété littéraire et artistique, et telle qu'elle pourra être modifiée par toutes législations et conventions européennes ou internationales ultérieures.

La date de cession à INRAE par le Titulaire des droits exclusifs, définitifs et irrévocables de propriété des logiciels et applications spécifiques réalisés le cas échéant au titre du marché est (à l'exception de ceux afférents au(x) logiciel(s) sous licence libre) la date de paiement effectif par l'Inra au Titulaire de la totalité du montant du bon de commande considéré.

Toutefois INRAE réaffirme la pleine propriété du Titulaire sur les droits d'auteurs (méthodes, techniques, outils et tout procédé) attachés aux développements spécifiques.
Par ailleurs, INRAE s'engage à considérer les méthodes du Titulaire comme confidentielles.

Le prix de la cession des résultats est inclus dans le prix du marché et ne saurait faire l'objet d'une revendication financière complémentaire.

13.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats.

INRAE peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, documents d'analyse et de conception et documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer à INRAE, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et l'admission des prestations. INRAE s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à INRAE pour limiter l'utilisation des résultats.

13.2. Logiciels et/ou progiciels préexistants à la conclusion du présent marché

Dans l'hypothèse où l'offre du Titulaire mentionne l'utilisation d'un logiciel et/ou progiciel préexistant au présent marché, c'est-à-dire tel qu'existant sur son catalogue ou sur un de ses sites, INRAE reconnaît les droits d'auteurs patrimoniaux du Titulaire et/ou de l'Éditeur (pour le cas où le Titulaire n'est pas l'Éditeur) sur le(s) logiciel et/ou progiciel.

Toutefois, le Titulaire et/ou l'Éditeur (pour le cas où le Titulaire n'est pas l'Éditeur) cède à INRAE, à titre définitif et sans limitation de durée, les droits d'usage, d'interfaçage des logiciels (et/ou progiciels) préexistants à la conclusion du marché, pour l'exécution du présent marché.

En outre, et dans les mêmes conditions, le Titulaire et/ou l'Éditeur concède à INRAE et aux tiers qui lui apporteront éventuellement leurs concours au titre d'un nouveau marché, le droit de paramétrage, de modification et de correction. INRAE peut exercer son droit de modification après la période de garantie.

Toutefois, INRAE ne peut utiliser les résultats mêmes partiels des prestations que pour ses besoins propres et ceux des utilisateurs des prestations objet du présent marché. Il peut néanmoins reproduire à des fins de sauvegarde le ou les logiciels (et/ou progiciels) préexistants, ainsi que sa ou ses versions successives. Il peut installer le ou les logiciels et/ou progiciels préexistants, sur n'importe lequel des sites qu'il exploite ou sur n'importe lequel des sites des tiers qui prêtent leur concours à l'exécution de ses missions.

INRAE peut réaliser ou faire réaliser les interfaces nécessaires avec tout autre logiciel, progiciel ou système.

13.3. Logiciels et développements réalisés au titre du marché

INRAE peut utiliser librement les résultats des prestations, les logiciels et applications réalisés pour ses besoins spécifiques tels que précisés par le marché ainsi que les supports de formation ou pour ses besoins ultérieurs, que ses besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède à INRAE la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, logiciels, applications spécifiques et à la documentation qui s'y attache, sous forme de codes sources et codes exécutables et à toute documentation s'y rapportant, réalisés, développés, exploités au titre du présent marché. INRAE a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres logiciels, applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses, logiciels et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres.

Le Titulaire cède notamment à INRAE, les droits suivants sur les logiciels, applications spécifiques et documentation s'y rattachant :

- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour, objet du présent marché ;
- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par INRAE à tout utilisateur ;
- Le droit de correction ou de modification ;
- Le droit de maintenance et de suivi ;

- Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;
- Le droit d'adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice de INRAE, ou de tout utilisateur par elle désigné.

À cet effet, le Titulaire remet tous les programmes, tous les codes sources et codes exécutables, tous les documents de travail et documentations associées aux logiciels et aux applications spécifiques dans les mêmes conditions que celles exprimées ci-dessus.

L'ensemble de ces cessions vaut, sans limitation de zone géographique, quel qu'en soit le support, pour toute la durée des droits telle qu'elle est prévue par la législation sur la propriété littéraire et artistique, et telle qu'elle pourra être modifiée par toutes législations et conventions européennes ou internationales ultérieures.

13.4. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine

Le Titulaire garantit INRAE qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété de INRAE et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché, y compris le cahier des charges inclus au CCTP. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

En cas de demande de transmission de données par une cour de justice française ou étrangère. Le titulaire s'engage à prévenir INRAE dans les 2 heures qui suivent ladite demande.

Le Titulaire s'engage à restituer à INRAE toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par INRAE et utilisés pour l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas distribuer, à titre onéreux ou gratuit, les résultats des prestations sans l'accord préalable de INRAE.

Toutefois, INRAE s'engage à conserver toutes les mentions d'origine sur les documents et les sources fournis par le Titulaire.

13.5. Garantie de propriété intellectuelle et industrielle

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels et progiciels, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

Le Titulaire garantit INRAE contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des progiciels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis au titre du marché.

Si INRAE est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire -sans préjudice des sanctions encourues- doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance peuvent notamment être les suivantes, au choix du Titulaire :

- Modifier ou remplacer immédiatement les éléments en litige de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché et à ses délais de réalisation ;
- Faire en sorte que INRAE puisse utiliser les éléments en litige sans délai, sans limitation et sans paiement d'un prix autre que prévu au marché.

INRAE, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de INRAE, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE - SECURITE

14.1. Obligation de discrétion

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer, le cas échéant, ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l'accord préalable exprès d'INRAE.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la référence « INRAE » ou « Inrae Transfert » à des fins commerciales pour présenter une offre de service à d'autres clients qu'avec l'autorisation écrite d'INRAE.

14.2. Sécurité et transfert des données

L'Article 32 du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, impose que les données à caractère personnel utilisées dans le cadre des traitements soient pseudonymisées et chiffrées.

Les dispositions du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en matière de transferts de données vers des pays n'appartenant pas à l'Union Européenne vise à éviter un contournement de la protection accordée dans ces pays par un transfert. Pour le cas où l'exécution du marché nécessite le transfert de données à caractère personnel, le titulaire garantit pendant toute la durée du marché, que les lieux de stockage de ces données, à titre principal ou de sauvegarde et/ou de secours, sont physiquement installés dans des États reconnus par la Commission Européenne comme assurant un niveau adéquat ou équivalent de protection des données, dont la liste figure sur le site de la CNIL au lien suivant : <https://www.cnil.fr/fr/transferer-des-donnees-hors-de-lue>.

Pour le cas où l'exécution du marché nécessite néanmoins le transfert de ces données personnelles dans un État extérieur à l'Union Européenne, et qui ne figure pas au nombre de ceux pour lesquels la Commission Européenne considère qu'ils assurent un niveau de protection suffisant des données à caractère personnel (cf lien CNIL ci-dessus), le titulaire doit disposer de BCR (Binding Corporate Rules) approuvées par la CNIL ou par l'autorité de protection des données similaire à la CNIL située dans l'un des États suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la République Tchèque et la Slovaquie.

De même, en conséquence de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 6 Octobre 2015 (affaire C-362/14 Schrems) invalidant le mécanisme d'adéquation dit de Safe Harbor, pour le cas où l'exécution des prestations nécessite le transfert de données personnelles sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, le titulaire doit disposer de BCR (Binding Corporate Rules) approuvées par la CNIL ou par l'autorité de protection des données similaire à la CNIL située dans l'un des États suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, et la Slovaquie.

A cet effet, le **titulaire doit communiquer dans son offre technique, ainsi qu'à tout moment sur sollicitation d'INRAE durant l'exécution du marché, la liste de tous les lieux de stockage (site d'hébergement principal, site(s) de secours, etc.) des données le cas échéant transférées**. INRAE se réserve le droit de contrôler ou faire contrôler à ses frais la réalité des lieux de stockage. L'incapacité du titulaire à fournir le lieu effectif de stockage des données à caractère personnel transférées est un cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

L'ensemble des sous-traitants du titulaire sont soumis aux mêmes obligations que ce dernier en matière de protection des données à caractère personnel et autres données confidentielles et protégées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

14.2-1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

14.2-2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

14.2-3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

14.2-4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

14.3. Protection des données à caractère personnel - conformité au règlement européen 2016/679

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/infographie-fois-je-faire-une-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DECLARÉE EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

Le Titulaire s'engage notamment à présenter à INRAE, les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La personne responsable du marché, en cas d'accord, devra accepter le sous-traitant et agréer les conditions de paiement qui lui sont faites par le Titulaire dans l'acte de sous-traitance. Le sous-traitant est payé directement par INRAE sur indications du Titulaire conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée.

Le Titulaire transmet à INRAE, dans les conditions prévues à l'article 3.6 du CCAG-TIC, les actes de sous-traitance qui le lient à ses sous-traitants.

Le Titulaire demeure seul responsable de l'exécution et du bon déroulement des prestations objet du marché. En aucun cas, il ne peut éluder ou diminuer sa propre responsabilité, au

titre du marché, en invoquant le rôle qu'aurait pu tenir ou la faute qu'aurait pu commettre l'un de ses sous-traitants, co-traitants, préposés, fournisseurs ou représentants dans les faits qui lui seraient opposés par INRAE.

ARTICLE 16 – GARANTIE

Les prestations de réalisation en mode projet font l'objet d'une garantie d'une durée de douze (12) mois à compter de la date d'admission des prestations et y inclut tous les coûts y compris les frais de déplacements.

Cette garantie couvre toutes les opérations de maintenance pour assurer le bon fonctionnement de l'application.

À ce titre, le titulaire s'oblige à remettre en l'état ou à remplacer à ses frais la partie des prestations qui serait reconnue défectueuse.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer les interventions correctives demandées sera précisé sur la décision de mise en jeu de la garantie notifiée par INRAE. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, celui-ci est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en l'état.

Les modalités d'application de cette garantie et les moyens que le Titulaire met en œuvre sont précisées dans l'offre du Titulaire.

ARTICLE 17 – STABILITÉ DES ÉQUIPES

Le Titulaire s'engage à constituer une équipe affectée au projet ayant une connaissance éprouvée de ce type de projet. Le Titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre, indiqués au Plan d'Assurance Qualité.

Lors de l'initialisation du marché, le titulaire désigne un directeur de projet chargé de suivre l'exécution des prestations pour les services concernés décrits dans le CCTP et mets en place une équipe projet (un directeur du projet, un chef de projet principal, un chef de projet suppléant etc..). Il sera présent en cas de besoins aux réunions organisées par INRAE (comités de pilotage, comité opérationnel, réunions de travail).

En cas de changement du directeur de projet, un délai de recouvrement de dix (10) jours ouvrés doit être prévu pour permettre le transfert de connaissances.

En cas de changement de l'interlocuteur unique ou de l'un des intervenants de l'équipe projet, le titulaire en informe INRAE par courrier simple et par courriel, au minimum quinze (15) jours ouvrés en avance et lui présente le profil du nouvel intervenant. Le titulaire est tenu de proposer un intervenant disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal à celui remplacé. Par ailleurs, la personne remplacée transmettra obligatoirement toutes les informations, documents de travail et renseignements obtenus lors de l'exécution de la mission.

La proposition est réputée acceptée si INRAE ne la récusé pas dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier ou du courriel. En cas de récusation, le titulaire s'engage à proposer un nouveau profil à l'acceptation de INRAE.

Il est précisé que le remplacement d'un membre de l'équipe projet ne doit pas entraîner de retard dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations objet du marché. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, INRAE se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe projet sans avoir à motiver sa demande. Le titulaire s'engage à proposer un profil dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le Plan d'Assurance Qualité devra impérativement être mis à jour en conséquence.

ARTICLE 18 – ARRET DES PRESTATIONS – CONDITIONS DE RÉSILIATION

18.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

INRAE pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le marché, avant son échéance, dans les conditions prévues à l'article 47 du CCAG-TIC.

Dans ce cas, la personne responsable du marché doit en avertir le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postale mentionnant la date d'effet de la résiliation, respectant un préavis de deux mois.

L'indemnisation forfaitaire versée au Titulaire est fixée à 4% du montant hors TVA de la partie résiliée du marché.

Le Titulaire est tenu à l'ensemble des obligations contractuelles jusqu'à la date d'effet de la résiliation mentionnée dans la lettre.

18.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG-TIC.

Dans ce cas, le titulaire ne sera rémunéré que de la partie des prestations forfaitaires effectivement réalisées et dont INRAE aura prononcé la VABF.

ARTICLE 19 – REVERSIBILITE

En cas de non reconduction ou de cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire fera en sorte qu'INRAE puisse poursuivre l'exploitation du système sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire.

Conformément à l'article 38.4 du CCAG-TIC, le Titulaire s'engage à fournir à INRAE à l'expiration du présent marché, tous les éléments et les informations qui lui seront nécessaires à cet effet.

Le Titulaire ne saurait demander une quelconque compensation financière au titre des opérations de réversibilité à l'exception de l'article 19-2 du présent CCAP.

19.1. Eléments transférés

Le Titulaire remettra à INRAE sur les supports convenus par INRAE tous documents qui auraient été mis à sa disposition par ce dernier.

Le Titulaire s'interdit d'effectuer des copies ou de faire la rétention des données, des traitements, des fichiers, des programmes ou tout autre élément appartenant à INRAE, pour quelque cause que ce soit.

19.2. Assistance

Pendant les 2 mois précédant la fin du marché, le Titulaire s'engage à apporter, à la demande de INRAE, son assistance à ce dernier ou à tout prestataire désigné par celui-ci, pour faciliter la reprise de l'activité. Cette assistance inclut le transfert du savoir-faire nécessaire à la reprise de l'exploitation du système.

Les prestations d'assistance seront facturées dans les conditions du présent document, suivant les tarifs prévus pour les prestations de TMA en annexe 2 à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 20 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 - LITIGES

En cas de différends, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable. A défaut, le Tribunal administratif d'Orléans est seul compétent.

ARTICLE 22- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants :

- l'article 10.1 déroge à l'article 14.1 du CCAG TIC,
- l'article 11 déroge à l'article 23 du CCAG TIC
- l'article 12.2.3 déroge à l'article 32.4 du CCAG TIC

Lu et accepté à,, le

Le titulaire

(le signataire doit porter la mention manuscrite « lu et approuvé » et apposer son cachet commercial)